

## LES DEFIS DE L'HUMANITE FACE A LA GLOBALISATION

*Radhi MEDDEB*

Avril 2002

L'entrée dans le nouveau millénaire est marquée à l'échelle du monde par deux tendances majeures : l'accélération de l'histoire et la transformation de la géographie.

Cette double tendance rend tout exercice de prévision ou de prospective à la fois vain et nécessaire.

Vain car les faits démentent quotidiennement les prédictions, mais nécessaire en même temps pour dégager dans les évolutions les tendances de fonds des contingences erratiques.

Les événements du 11 septembre 2001 ont été un immense choc pour l'humanité toute entière. Par leur barbarie, leur violence et leur refus de tout référentiel de valeur, ils ont bousculé des mythes, balayé des convictions et jeté le monde dans le doute et le désarroi.

Au delà des réactions immédiates destinées à restaurer la confiance des populations, à désigner les acteurs du mal et à circonscrire la portée du drame, ces événements ne manqueront pas d'infléchir bien des mouvements en cours tant sur le plan de la globalisation économique, de la lutte contre toutes les formes de discrimination économique et sociale que de la solidarité internationale ou encore de la nécessaire participation du plus grand nombre à la marche du monde et aux résultats de son développement.

Sur les quinze dernières années des événements majeurs ont refaçonné le monde.

D'un monde bipolaire, basé sur l'équilibre des forces de deux super puissances, érigé en blocs centraux et en dominos alternés, nous sommes passés en moins de vingt ans à un monde unipolaire où seuls les intérêts d'une hyper-puissance définissent les enjeux et règlent les conflits.

Dans cette évolution le monde en développement a perdu de son importance stratégique : il n'est plus le possible arbitre local de conflits planétaires.

L'économie, le commerce et la finance prennent une position privilégiée dans les préoccupations des nations, comme si celles-ci libérées à la fois psychologiquement mais surtout matériellement des menaces de conflits majeurs décidaient de réserver enfin l'essentiel de leur énergie et de leurs ressources au développement économique et social.

C'est dans ce contexte de mutation profonde que je tâcherai d'esquisser les grandes questions qui se posent à l'humanité à l'ère de la globalisation : elles sont de natures diverses : politiques, économiques mais également culturelles et sociales.

Je tâcherai à l'occasion de l'énumération de ces questions, de soulever certains axes de réflexion sur le positionnement à leur égard du monde arabe ou même de la femme dans le monde arabe.

## 1. L'EXPLOSION DEMOGRAPHIQUE

Depuis un siècle, les progrès de la médecine et de la science ont largement contribué à la baisse des taux de mortalité dans le monde.

Les taux de natalité n'ont pas toujours suivi les mêmes évolutions dans les mêmes temps surtout dans le monde en voie de développement.

En 1825 la population mondiale s'élevait à environ 1 milliard d'êtres humains.

Il a fallu un siècle (1925) pour assister à son doublement. Cinquante ans plus tard (1976) elle doublait de nouveau pour atteindre 4 milliards.

Estimée aujourd'hui à 6 milliards de personnes, d'après les démographes des Nations Unies dans leur révision statistique de 2000 elle augmente annuellement de 78 millions d'êtres humains.

Elle devrait atteindre à ce rythme 7.5 milliards de personnes en 2020.

La Chine et l'Inde compteraient alors à elles-seules respectivement 1,5 et 2 milliards d'êtres humains ! 95% de l'augmentation démographique anticipée entre aujourd'hui et 2020 aura lieu dans les pays en voie de développement.

Ces évolutions auront plusieurs conséquences :

- q D'abord, une augmentation substantielle des besoins essentiellement dans le monde en voie de développement générant de fortes pressions sur les ressources disponibles et une probable dégradation des équilibres écologiques ;
- q Ensuite, cet accroissement démographique dans le monde en voie de développement, associé à une volonté légitime de millions de gens à la recherche d'emplois et d'améliorations sociales fuyant les difficultés d'une société agricole surpeuplée et manquant de ressources, favorisera l'explosion de méga-cités : lieu privilégié du crime et de la délinquance, mais également lieu privilégié d'action, d'initiative et de création de richesses économiques et culturelles.

La population urbaine du monde en voie de développement passerait alors de 2.5 milliards de personnes aujourd'hui plus de 4,0 milliards de personnes en 2020.

Déjà aujourd'hui 21 mégacités comptent plus de 11 millions d'habitants chacune, 17 d'entr'elles sont dans le monde dit en voie de développement, une seule dans la région arabe : Le Caire.

Les villes seront de plus en plus des centres de pauvreté et d'effondrement social.

Le monde développé sera de plus en plus soucieux de préserver ses avantages et sa suprématie.

Ses ressortissants, qui contribuent déjà bien plus par tête d'habitant à la pollution planétaire que ceux du Sud, n'auront aucune envie de diminuer leur niveau de vie ou de partager des ressources limitées.

On assistera donc dans un monde de plus en plus ouvert à la circulation des capitaux et des marchandises à une fermeture des frontières pour arrêter la montée des flux migratoires venus des terres surpeuplées et appauvries.

La révision 2000 des perspectives démographiques des Nations Unies s'efforce à intégrer les conséquences démographiques du SIDA.

88% des 33 millions de personnes séropositives en 1999 vivaient dans 45 pays seulement, tous dans le monde en voie de développement : 35 en Afrique Subsaharienne, 4 en Asie et 6 en Amérique Latine et aux Caraïbes.

L'ampleur du phénomène est telle que la perte en espérance de vie atteint pour certains pays jusqu'à 11 ans.

L'analphabétisation des femmes, leur manque d'accès aux structures de santé préventive, mais également leur marginalisation économique et culturelle sont autant de facteurs d'aggravation du phénomène.

## 1. LA MONDIALISATION DE L'ECONOMIE

L'effondrement des régimes socialistes et la faillite des idéologies en même temps que la généralisation du libéralisme économique et la mondialisation des échanges confèrent aujourd'hui aux forces du marché un rôle central dans les relations internationales.

Plus que jamais les firmes multi-nationales décident de l'avenir des nations. Elles définissent leurs stratégies d'investissements, d'implantations et de distribution à l'échelle planétaire.

Les gouvernements, malgré les trésors d'ingéniosité qu'ils déploient, sont de plus en plus impuissants à attirer les investissements directs étrangers pourvoyeurs de technologie et créateurs d'emplois.

Dans leurs arbitrages, les firmes multi-nationales intègrent des aspects positifs et objectifs comme la taille du marché, la qualification et le coût de la main-d'œuvre locale, la qualité des infrastructures disponibles, mais également des aspects négatifs ou subjectifs comme la lourdeur bureaucratique, les procédures administratives, l'indépendance du système judiciaire et le respect de la règle de droit ou même la capacité du système juridique d'un pays déterminé à traiter rapidement et efficacement des contentieux économiques de plus en plus complexes.

La mondialisation des économies est porteuse à la fois de promesses et de menaces : des pans entiers de l'industrie mondiale doivent se restructurer et s'adapter à la nouvelle donne.

La principale qualité d'une économie performante devra être à l'avenir sa capacité d'adaptation et de résilience et cela ne pourra se faire que grâce à son ouverture sur le monde et sa capacité à intégrer les mutations technologiques et culturelles et à y participer activement.

Il est légitime à ce niveau de se poser la question si la région arabe est globalement prête intellectuellement et matériellement à affronter les défis de cette ouverture, à accepter le démantèlement tarifaire, à accueillir et à favoriser les investissements directs étrangers et à leur offrir un environnement de bonne gouvernance.

Quel avenir sera celui de la femme arabe, souvent tenue à l'écart du cycle économique sinon associée à des activités sous-qualifiées et sous-rémunérées, culturellement défavorisée subissant les effets de l'analphabétisme, de la ségrégation sexiste et de la domination masculine ?

## **2. LA GLOBALISATION FINANCIERE ET DES MARCHES DES CAPITAUX**

La libéralisation de plus en plus générale du contrôle des changes et le développement des grandes firmes multi-nationales ont favorisé l'émergence d'un marché des capitaux à l'échelle quasi-planétaire.

Les flux financiers, d'abord liés au commerce des biens et des services s'en trouvent de plus en plus dissociés.

Aujourd'hui le volume des transactions financières est plusieurs centaines de fois supérieur au volume des transactions commerciales.

Les opérateurs interviennent vingt quatre heures sur vingt quatre sur les différentes places financières de la planète non plus pour l'achat de biens ou services ou l'investissement dans des unités productives mais essentiellement pour spéculer sur des monnaies ou des instruments financiers de plus en plus sophistiqués et coupés de toute réalité concrète.

Cette mutation, favorisée par le développement des nouvelles technologies dans le domaine des communications, a fragilisé partout dans le monde, le rôle des puissances publiques et fait apparaître la nécessité d'une coordination des politiques et moyens d'intervention au-delà des frontières d'un pays seul quel qu'il soit ; nécessité certes reconnue mais non encore traduite dans la pratique quotidienne.

Il est vrai que cette globalisation rend les capitaux internationaux volatiles et fragilise les économies nationales en les mettant à la merci de déplacements brusques et massifs ; mais il n'a y a à cela aucune alternative que celle d'une forte et rapide intégration dans l'économie mondiale et celle d'une gestion saine et rigoureuse des finances publiques et des équilibres macro-économiques.

A ce jour, le monde arabe, à des degrés divers, s'est tenu à l'écart de ce mouvement mettant en exergue ses effets néfastes, ses spéculations ravageuses. Mais est-ce là une voie possible ?

Ne se condamne-t-il pas là à s'exclure de la sphère financière, à limiter sa capacité à attirer des capitaux aux seules opérations de vente jusqu'à l'épuisement soit de ses ressources naturelles, soit de ses entreprises publiques.

## **3. LA REVOLUTION DES COMMUNICATIONS**

Le monde est aujourd'hui doté de près de 1 milliard de postes de télévision.

Les téléspectateurs sont autant consommateurs d'images, d'informations et d'idées que de marchandises commerciales.

Plus aucun pays ne peut plus vivre en autarcie ni sur le plan économique, ni sur le plan culturel ou de l'information.

Les images venues du ciel envahissent notre quotidien. Tchernobyl a été rapidement repéré et photographié par un satellite commercial français puis retransmis dans le monde entier, Union Soviétique comprise.

Les événements dramatiques du 11 septembre 2001 ont été filmés et retransmis en direct à l'humanité entière dans toute leur barbarie et leur violence.

La télévision est un puissant vecteur culturel et idéologique. Elle contribue à transformer les valeurs, à homogénéiser les cultures et à imposer le modèle de la prospérité et de la société américaine.

L'évolution des technologies sera telle sur les prochaines années qu'aucune solution administrative ne pourra s'opposer durablement à l'accès de tous à une information plurielle.

La position du monde arabe est particulièrement vulnérable en la matière. A l'exception de quelques pays, la presse y est au service d'une information officielle et encadrée. Les télévisions sont souvent des instruments de la propagande d'état. Elles véhiculent un message idéologique sans rapport avec la demande du public.

Celui-ci est de moins en moins contraint à subir ce message, au risque de se réfugier soit dans les productions télévisuelles de bas niveau, soit encore dans les idéologies vindicatives et extrémistes.

La seule solution devra être d'assumer la modernité, de maîtriser les technologies dans leur évolution quotidienne et de trouver chez soi suffisamment de valeurs et de capacité de production intellectuelle et physique pour s'intégrer dans le monde, d'en être un citoyen actif et de s'y imposer.

La femme arabe peut jouer là un rôle fondamental, si alphabétisée, éduquée et associée à la vie économique et sociale.

Sa proximité naturelle des enfants, son rôle structurant au sein de la famille peuvent être un ciment du tissu familial et social et un vecteur de transmission des valeurs de solidarité, d'authenticité, de tolérance et d'ouverture.

La révolution des technologies de la communication et notamment l'augmentation vertigineuse de la puissance des ordinateurs, des logiciels, des satellites, des câbles de fibre optique et des transferts électroniques à grande vitesse, l'explosion du téléphone mobile et d'Internet, posent sans doute des problèmes graves de sécurité, de valeurs morales, de protection de la propriété intellectuelle, de maîtrise de nouvelles formes de délinquance internationale ; mais ces menaces ne pèsent rien devant les opportunités que cela génère et la chance que cela donne déjà aux masses d'accéder à l'information et à la connaissance.

Encore une fois, le monde arabe est aujourd'hui globalement mal loti, hormis quelques pays où la téléphonie mobile a pu se développer de manière vertigineuse par l'ouverture de ce secteur à l'investissement direct étranger, le quotidien reste maigre. Il est fait de faiblesse de la densité des ordinateurs ou des connexions Internet dans la population.

Il est fait surtout d'un désert numérique en matière de contenus installés sur le WEB.

Comment raisonnablement pourrions nous espérer que le regard que le monde porte sur nous s'améliore et se bonifie si nous ne reflétons rien de nous-même qui nous présente, qui nous valorise et qui nous fasse participer à une citoyenneté mondiale ?

## 4. L'INDUSTRIALISATION DE L'AGRICULTURE

Depuis 1950, l'évolution de la production agricole à l'échelle mondiale a été supérieure à l'évolution démographique entraînant une amélioration globale de la production par tête d'habitant.

Ce constat global cache toutefois d'importantes disparités régionales et économiques.

Si la production de céréales, de viande, de lait, de poissons, de fruits et légumes a augmenté dans les pays industrialisés en réponse à la croissance démographique et à l'amélioration des niveaux de vie, la production par tête d'habitant a stagné en Amérique Latine et au Moyen-Orient, et elle a régulièrement baissé en Afrique.

Les pays industrialisés accumulent les excédents de production, financent des montagnes de stocks, mettent en friche des millions d'hectares de terres arables et subventionnent lourdement (250 milliards de dollars US/an) leurs agriculteurs sous forme de soutien aux prix et aux revenus.

Le lobby du monde agricole y est puissant et extraordinairement influent même si les populations employées dans l'agriculture n'excèdent pas 3% du total aux Etats-Unis, 4,8 en ex-Allemagne de l'Ouest, 2,1% en Angleterre, 6,7% en France ou 8% au Japon.

Le monde en voie de développement connaît une réalité différente : c'est là que 95% de la croissance démographique a lieu actuellement.

C'est également là que les monnaies se déprécient, le pouvoir d'achat baisse alors que les besoins augmentent.

Le monde n'a jamais été aussi excédentaire en produits agricoles mais également aussi incapable d'assurer l'adéquation des besoins à la production faute essentiellement de solvabilité financière des pays en voie de développement.

Les biotechnologies sont porteuses de gisements immenses de productivité mais probablement aussi destructrices de formes traditionnelles d'emploi.

Les développements actuels en matière de recherche ne sont plus l'œuvre du secteur public comme cela a été le cas dans les années soixante avec la révolution verte mais de multi-nationales puissantes, soucieuses de protéger les résultats de leurs recherches et de les commercialiser aux meilleurs prix.

L'apparition de succédanés industriels de certains produits agricoles, jusque là produits dans des pays tropicaux, fait peser une lourde menace sur la position commerciale de ces pays, leur dette et leur dépendance générale.

Les manipulations génétiques recèlent d'autres risques à l'échelle de la planète : la fragilisation des espèces rendues de plus en plus homogènes et standardisées et leur vulnérabilité accrue face à de nouvelles maladies.

La crise de la "vache folle" vient de rappeler brutalement au monde que le non respect des équilibres écologiques et de la biodiversité peut avoir un coût prohibitif.

Ceux des pays en voie de développement qui arriveraient à maîtriser le progrès scientifique et technique, par une insertion réussie dans les circuits de la recherche mondiale, par une large diffusion de la culture scientifique, par une vulgarisation efficace et opérationnelle et par la maîtrise de la production in vitro bénéficieront d'un accroissement considérable de leur production et de leur position commerciale dans le monde.

En matière d'agriculture, la réalité du monde arabe est diverse.

Globalement, il est déficitaire sur le plan de la balance alimentaire malgré les immenses gisements de productivité qu'il recèle et ce ne sont pas nécessairement les pays les moins bien lotis qui sont les plus déficitaires.

Deux tiers des pays arabes trouvent dans d'autres ressources les moyens de financer leurs importations agricoles.

La priorité souvent donnée à l'industrie dans les plans de développement liée à l'absence d'une politique d'aménagement rural ont accéléré sur les quarante dernières années l'exode rural et la déstructuration du monde rural.

La femme a souvent été le maillon faible de cet exode et de cette déstructuration.

## 5. L'AUTOMATISATION DE L'INDUSTRIE

La grande rupture en matière industrielle aura été sur les trente dernières années celle de l'automatisation des chaînes de production, de leur robotisation et de leur informatisation.

Ce phénomène est d'abord né au Japon pour des considérations au départ essentiellement sociales et démographiques.

La pyramide des âges au Japon était alors vieillissante, il n'était plus possible de mobiliser les ouvriers nécessaires pour répondre à la demande des chaînes de production.

Les premiers remplacements d'ouvriers par des robots l'ont d'abord été pour des tâches pénibles et répétitives : peinture et soudure dans les chaînes de montage d'automobiles.

Les résultats ont été particulièrement concluants : la productivité a été fortement accrue, le délai de récupération des investissements n'a jamais excédé 3 à 4 ans et dans certains cas, est même de l'ordre de l'année, compte tenu du niveau élevé des salaires au Japon, la consommation des matières premières a été fortement réduite et les ouvriers remplacés ont été recyclés dans d'autres postes plus nobles à l'intérieur de l'entreprise ou dans une des sociétés du conglomérat.

Les ouvriers et les syndicats étaient donc des farouches défenseurs de la robotisation, d'autant plus que celle-ci permettait de renforcer encore plus la position de leurs entreprises sur le marché mondial, d'accroître donc leurs revenus et les salaires de leur personnel.

Ailleurs, les mêmes types de considérations : démographiques, sociales, économiques et culturelles mais jouant en sens inverse : forte disponibilité de main d'œuvre ou recours massif à une main-d'œuvre immigrée, faible niveau des salaires, coût élevé du capital et absence de solidarité pour le recyclage des ouvriers remplacés, ont fait que la robotisation-automatisation a été soit considérée comme un gadget coûteux, difficile à maîtriser et inutile, soit combattue par les ouvriers et les syndicats comme étant destructrice d'emploi.

Le Japon, aujourd'hui avec 0,3% de la superficie mondiale et 2,5 % de la population possède entre 65 et 70% des robots industriels dans le monde.

L'automatisation de l'industrie est porteuse de promesses et de périls pour les années à venir.

Elle creusera l'écart entre les pays qui l'auront maîtrisée (Japon , Allemagne, Suède ...) et les autres.

Elle approfondira le fossé entre les pays industrialisés et les pays en voie de développement.

Elle permettra à des industries de première génération : acier, machines outils et même textile, de retrouver leur compétitivité dans les pays industrialisés.

Seule une intégration dans la stratégie mondiale des grands groupes multinationaux pourrait permettre à un pays d'accéder à ce niveau de développement industriel.

Une restructuration profonde du marché mondial de la main-d'œuvre s'annonce inévitable.

Dans les pays industrialisés on assistera nécessairement à une destruction massive de postes d'emplois.

Seules la création d'emplois à plus haute valeur ajoutée et la diminution du temps de travail pourraient leur éviter l'explosion sociale mais cela suppose de grands bouleversements au niveau de l'éducation, de la formation et des mentalités.

Face à de telles évolutions, le monde arabe semble manquer aujourd'hui de vision stratégique.

Passée la période des industries industrialisantes, d'une approche étatique et volontariste, l'industrie dans le monde arabe est aujourd'hui essentiellement manufacturière, peu intégrée, fondée sur un seul avantage compétitif : celui du coût de la main d'œuvre.

Le cloisonnement de ses différents pays en termes de marché aggrave leur exigüité et limite leurs capacités de développement et d'intégration.

La mondialisation de l'économie, la constitution de vastes ensembles régionaux et l'adhésion d'un grand nombre de pays arabes aux accords d'association avec l'Union Européenne rendent à la fois nécessaire et inéluctable la mise en place d'une zone de libre échange arabe.

Certes le projet existe, il a même connu des signatures, des adhésions et un début de mise en œuvre mais les exceptions et les listes négatives sont telles que le projet est vidé de son sens.

## **6. LES MENACES POUR L'ENVIRONNEMENT**

L'accélération de la croissance démographique et de l'industrialisation ont abouti depuis le début des années cinquante à une forte dégradation de la situation environnementale dans le monde.

Depuis 1950 on note la disparition de 20% de la surface arable cultivable, de 20% des forêts équatoriales et de plusieurs dizaines d'espèces végétales et animales.

En 1980, le rythme annuel de déforestation est estimé à l'échelle planétaire entre 11 et 20 millions d'hectares.

A partir de la conférence de Rio, les problèmes environnementaux sont perçus pour la première fois de manière globale et planétaire.

Entre la dernière glaciation et le début du XIX<sup>e</sup> siècle le niveau du gaz carbonique dans l'atmosphère est passé graduellement de 200 à 280 particules par millier (ppm).

Depuis, ce taux est passé à 350 ppm et plus de 50% de cette augmentation a eu lieu sur les trente dernières années.

Les conséquences de cela pour le siècle actuel sont un relèvement de la température d'un minimum de 2 à 3 degrés.

Il en résultera notamment un relèvement du niveau des mers qui dans les hypothèses les plus basses (moins de 1m) risque de condamner à la disparition de pays entiers comme les Maldives et d'affecter des parts considérables de bien d'autres pays : 12 à 15% de la superficie totale de l'Egypte, et dans tous les cas de concerner des centaines de millions de personnes à travers le monde en imposant un recul de la côte d'environ cent mètres.

Les travaux de protection et de déplacement planifié des personnes qui en résulteraient seraient colossaux et encore une fois, les pays en voie de développement seraient incapables seuls d'y faire face.

La menace la plus grave qui pèse sur la terre est la création d'un "effet de serre" dû au réchauffement de l'atmosphère.

Les conséquences d'un tel réchauffement risquent d'être considérables. A titre d'exemple une augmentation de 4.5°C, citée par plusieurs instituts de recherche comme possible rendrait les variétés actuelles de riz non viables et pourraient entraîner une famine généralisée.

En fait, le monde a déjà atteint avec le développement de l'occident les limites écologiques de consommation et de destruction de ressources.

Les besoins grandissants dans les pays en voie de développement posent aujourd'hui le problème d'une gestion commune de la planète et de ses ressources et de la nécessaire solidarité financière pour y faire face.

Les pays industrialisés ne semblent pas culturellement et politiquement préparés à s'auto-appliquer le principe pollueur-payeur pour toute leur gestion actuelle et passée.

La dénonciation unilatérale par les États-Unis d'Amérique pourtant premier pollueur à l'échelle de la planète des Accords de Kyoto en matière d'auto-limitation des dégagements de gaz à effet de serre est un exemple édifiant que la partie est loin d'être gagnée d'avance et que les enjeux économiques et les lobbies industriels pèseront encore pendant longtemps de tout leur poids dans la gestion des affaires de la planète.

Pour la région arabe les menaces en matière d'environnement concernent plus particulièrement sa capacité à protéger la faune et la flore, à maîtriser la pollution des nappes phréatiques, pollution liée soit à l'utilisation non maîtrisée des fertilisants et des pesticides soit encore aux rejets dans la nature des effluents domestiques et industriels non traités.

Elles concernent également la maîtrise de la désertification et l'avancée urbaine aux dépens des terres agricoles.

Elles concernent aussi la dégradation des ressources limitées ou l'urbanisation anarchique.

## 7. LA MUTATION DU ROLE DES ETATS

Les grands tendances à l'échelle mondiale que nous avons passées en revue sont si globales et de si longue portée qu'aucun gouvernement ne peut y faire face seul.

Les menaces qui pèseront sur la sécurité de la planète dans les décennies à venir seront très différents de celles de l'après deuxième guerre mondiale ou de la guerre froide.

Le bicéphalisme du monde est aujourd'hui enterré et les futurs conflits armés seront des conflits régionaux et localisés.

Les vrais menaces résulteront plutôt de l'explosion démographique et du déséquilibre entre le Nord et le Sud.

Elles résulteront également de la volatilité des grandes masses de capitaux et de l'effet que cela pourrait avoir sur les économies nationales.

Elles résulteront également de la robotisation de l'industrie ou de l'industrialisation de l'agriculture et des transferts d'emplois que cela pourrait générer.

Elles résulteront enfin de l'effet de serre, du réchauffement de la planète, de la pollution des mers et des cours d'eau et de la surpopulation des villes.

Face à toutes ces menaces et même à d'autres d'allure plus classique tel que la montée de certaines formes d'extrémisme, le terrorisme international ou l'économie de la drogue, les armées nationales seront impuissantes.

Seule une coopération supra-gouvernementale à l'échelle planétaire pourrait permettre de faire face à cette dimension non militaire de la sécurité.

Le système des Nations-Unies, pourtant en situation bien difficile aujourd'hui, les institutions de Bretton Woods (Banque Mondiale, Fonds Monétaire International), l'Organisation Mondiale du Commerce, mais également des instances de coordination tels que le G7, l'OCDE, le Conseil de l'Europe, l'Organisation de l'Unité Africaine ou la Ligue des États Arabes devraient voir leur rôles et prérogatives renforcés.

Les États ne se dessaisiraient pas pour autant de leur pouvoir. Ils se donneraient par là au contraire les moyens de l'exercer.

La région arabe recèle enfin l'un des foyers de tension les plus exacerbés : celui relatif aux territoires occupés.

L'absence de volonté du monde occidental et notamment des États-Unis d'Amérique à faire appliquer le droit et à faire respecter les résolutions du Conseil de sécurité depuis des décennies a plongé des populations entières dans le désespoir.

Le monde développé hésite à reconnaître que le terrorisme et la violence fleurissent sur les champs de l'injustice et de la misère.

Ce n'est probablement pas le fait du hasard que la France découvre aujourd'hui que son aide publique au développement n'a cessé de baisser depuis trente ans et que cela devient tout d'un coup un sujet de débat de sa campagne électorale.

Ce n'est probablement pas non plus l'effet du hasard que le monde se réunit à Monterrey au Mexique, sept mois après les événements du 11 septembre 2001 pour débattre des moyens de relancer l'aide publique au développement.

Il est important que cette prise de conscience ne soit pas uniquement de circonstance, car l'expérience montre qu'il vaut mieux ne rien promettre que de promettre et de décevoir. La réaction à la déception est souvent ravageuse.

*Merci pour votre attention.*